

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 09/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EUROCAST**

8 rue des Parcs  
BP 9  
90100 Delle

Références : -

Code AIOT : 0005901398

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement EUROCAST implanté 8 rue des Parcs BP 9 90100 Delle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Récolement de la mise en demeure du 20/02/2025

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUROCAST
- 8 rue des Parcs BP 9 90100 Delle
- Code AIOT : 0005901398
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société EUROCAST à DELLE fait partie du pôle EUROCAST de la branche « fonderie » du groupe GMD, un groupe français multi-sectoriel (plasturgie, fonderie, tôlerie et emboutissage) de sous-traitance automobile. Ses principaux clients sont PSA et Renault.

Cette société est spécialisée sur son site de DELLE dans la fabrication de grosses pièces en aluminium (carters d'huile, carters de boîte de vitesse, carters de pont, etc.) par fonderie sous pression, usinage et assemblage.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations
- IED-MTD
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Respect des limites de bruit	AP de Mise en Demeure du 20/02/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	EQRS	AP de Mise en Demeure du 20/02/2025, article 1	Levée de mise en demeure
2	ETE recyclage des eaux résiduaires	AP de Mise en Demeure du 20/02/2025, article 1	Sans objet
4	Transmission des résultats de mesures des niveaux sonores	AP de Mise en Demeure du 20/02/2025, article 1	Sans objet
5	Nivellement piezo	AP de Mise en Demeure du 20/02/2025, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Eurocast a répondu aux demandes issues de la mise en demeure du 20/02/2025 à l'exception de celle concernant la nécessité de respecter les niveaux admissibles limites de bruit pour laquelle il

doit proposer des solutions complémentaires. Les éléments apportés (évaluation quantitative des risques sanitaires, étude technico-économique sur les possibilités de recycler dans ses activités les eaux résiduaires issues de ses installations et nivellement des piézomètres Pz4 et Pz5) appellent toutefois à des compléments ou réponses de l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : EQRS

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 20/02/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect mise en demeure
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société <i>EUROCAST DELLE SA</i> , (numéro de SIRET 51394763000010) exploitant une installation de fonderie sise 8, rue des Parcs sur la commune de Delle est mise en demeure de respecter : <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté</b>, les dispositions prévues à l'article 3.2.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 90-2022-04-05-00003 du 05 avril 2022 en actualisant l'évaluation des risques sanitaires des émissions atmosphériques de son site ;</li></ul> [...]
<b>Constats :</b>  Eurocast a présenté à l'inspection le bon de commande au bureau d'étude pour la réalisation de l'étude quantitative des risques sanitaires (EQRS) en date du 06/12/2024. Par courriel en date du 25/08/2025, l'exploitant a demandé un délai pour la remise de cette EQRS. L'EQRS, référencée rapport n°6825 en date du 22/12/2025 réalisée par le bureau d'étude EVADIES a été transmis à l'Inspection par courriel en date du 09/02/2026.  Cette EQRS doit désormais être instruite par l'Inspection. Ce point de la mise en demeure du 20/02/2025 peut être levé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 2 : ETE recyclage des eaux résiduaires

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 20/02/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suite APMD
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société <i>EUROCAST DELLE SA</i> , (numéro de SIRET 51394763000010) exploitant une installation de fonderie sise 8, rue des Parcs sur la commune de Delle est mise en demeure de respecter : <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté</b>, les dispositions prévues à l'article 4.1.5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 90-2022-04-05-00003 du 05 avril 2022 en transmettant à l'inspection des installations classées une étude</li></ul>

technico-économique sur les possibilités de recycler dans ses activités les eaux résiduelles issues de ses installations ;

### Constats :

L'exploitant a présenté le jour de l'inspection l'étude technico-économique à l'aménagement des équipements de production et de gestion des effluents de la société Eurocast, référencée 26354.21\_V01 réalisée par Aquaprox.

Cette étude a fait ressortir les points suivants :

- La consommation d'eau moyenne observée en 2024 est de 1,8 m<sup>3</sup>/t fondue, ce qui est en cohérence avec la moyenne des conclusions du BREF SF (valeur moyenne annuelle doit être comprise entre 0,5 et 4 m<sup>3</sup>/t). Toutefois, des variations importantes des consommations suivant les jours sont observées.
- L'eau de ville consommée par EUROCAST alimente d'une part les eaux sanitaires pour lesquelles il n'y pas de comptage de la consommation et d'autre part, les eaux industrielles correspondant au refroidissement des pièces et équipements de production, à la constitution du fluide de poteyage et des fluides d'usinage, au lavage des machines et au lavage de la station de traitement des eaux du site. Une partie de ces eaux passe par un adoucisseur afin d'alimenter certaines installations spécifiques comme les tours aéroréfrigérantes (TAR), cette partie dispose d'un compteur. Le manque de connaissance précise de la consommation de tous les postes utilisateurs d'eau de ville et d'eau adoucie ne permet pas un pilotage au plus près des consommations d'eau.
- Des fuites récurrentes sont observées.
- Les TAR du site ne présentent pas de purge car le niveau de salinité la déclenchant n'est jamais atteint. Des fuites récurrentes sont présentes sur le circuit.
- L'eau glycolée utilisé par l'exploitant fait l'objet de fuite, ce qui impacte le flux de pollution rejetée.
- Eurocast dispose d'une station de traitement des effluents avant rejet dans le réseau urbain. Un traitement physico-chimique puis biologique sont réalisés. Toutefois, l'étage biologique est dégradé et la corrosion de la structure galvanisée semble être l'unique source du rejet en zinc. La station ne permet pas un rejet en cohérence avec les conclusions du BREF SF pour les paramètres DCO et MES.

Il a alors été recommandé à EUROCAST les points suivants :

- Ajouter des compteurs afin de mieux maîtriser les volumes consommés
- Modifier la TAR afin de maîtriser les fuites
- Faire évoluer la station de traitement du site, soit avec un traitement physico-chimique puis biologique (nouveau) soit avec une évapoconcentration puis un traitement biologique.

Le volume d'eau pouvant être recyclée par le site dépendra de la solution technique retenue concernant le traitement des effluents et des postes où cette eau pourrait être utilisée. L'exploitant souhaite réaliser une étude de faisabilité pour le recyclage de l'eau.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué souhaiter englober le projet de traitement de l'eau dans un projet plus large d'optimisation des énergies. Il signale également que la société EUROCAST a été rachetée par un groupe chinois depuis novembre 2025 et qu'il reste pour le moment dans l'incertitude concernant les décisions prises par le groupe au sujet de la consommation et du traitement de l'eau.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de présenter un plan d'action avec échéancier intégrant les recommandations du bureau d'étude dans l'étude technico-économique présentée et d'améliorer son système de gestion et de traitement des effluents dans un délai de 6 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Respect des limites de bruit**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 20/02/2025, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suite APMD</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société <i>EUROCAST DELLE SA</i>, (numéro de SIRET 51394763000010) exploitant une installation de fonderie sise 8, rue des Parcs sur la commune de Delle est mise en demeure de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté</b>, les dispositions prévues à l'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 90-2022-04-05-00003 du 05 avril 2022 en respectant les niveaux admissibles limites de bruit et en transmettant un rapport de mesures acoustiques le justifiant ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir encore réalisé de nouvelles mesures des niveaux sonores mais que cela serait fait en 2026.</p> <p>Par courriel en date du 23/02/2026, l'exploitant a transmis le rapport d'essais LN° E8734203/2601 - M00 réalisé par Dekra et comprenant les résultats des mesures de niveaux sonores réalisés le 09/02/2026.</p> <p>Ces mesures montrent une non-conformité des niveaux sonores au point n°4 (en limite de propriété côté est) en période nocturne, le niveau équivalent de bruit ambiant mesuré LAeq étant égal à 57,5 alors que la réglementation impose un niveau de 55 dB au maximum.</p> <p>L'exploitant avait mis en place des actions correctives depuis la dernière mesure en date du 14/02/2023 : selon lui, la source de ces émissions sonores provenait de l'aspiration des 4 machines reliées au niveau de l'atelier situé de ce côté du bâtiment. Seule 1 machine est désormais liée à cette aspiration. De plus, une opération de maintenance a été réalisée, comprenant le graissage des roulements et le changement des courroies de la machine. A noter que les niveaux sonores mesurés à ce point en 2023 étaient de 60,5 dB, ce qui montre une certaine amélioration.</p> <p>Le bureau d'étude en charge de la mesure de février 2026 indique que <i>"la non-conformité semble provenir de l'aspiration. Cependant, ce type de mesure ne permet de déterminer la contribution du niveau sonore de cette installation relevée à ce point."</i></p> <p>Il recommande la mise en place d'un plan d'action afin de limiter le bruit émis par le site dans l'environnement (identification des sources de bruit, hiérarchisations des sources de bruit, mise en place de solution acoustique.)</p> <p>L'exploitant a indiqué par courriel en date du 23/02/2026, qu'il souhaite étudier une solution complémentaire, consistant en la mise en place d'un capotage fermé de protection afin de réduire les nuisances sonores.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

Il est demandé à l'exploitant de transmettre un plan d'action avec échéancier permettant de rétablir la conformité des niveaux sonores au point n°4.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Transmission des résultats de mesures des niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 20/02/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suite APMD
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La société <i>EUROCAST DELLE SA</i>, (numéro de SIRET 51394763000010) exploitant une installation de fonderie sise 8, rue des Parcs sur la commune de Delle est mise en demeure de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté</b>, les dispositions prévues à l'article 6.2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 90-2022-04-05-00003 du 05 avril 2022 en transmettant les résultats des mesures des niveaux sonores réalisées au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration ou de mise en conformité ;</li> </ul>
<b>Constats :</b>  <p>Voir le constat précédent. L'exploitant a transmis par courriel en date du 23/02/2026 les résultats de la nouvelle mesure de niveaux sonores effectuée le 09/02/2026.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats des mesures de niveaux sonores réalisés dans le mois suivant leur réception au premier trimestre 2026 avec tous les commentaires utiles à leur compréhension ainsi que, en cas de non-conformité constatée, la liste des actions prises ou prévues pour y remédier.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Nivellement piezo**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 20/02/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suite APMD
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La société <i>EUROCAST DELLE SA</i>, (numéro de SIRET 51394763000010) exploitant une installation de fonderie sise 8, rue des Parcs sur la commune de Delle est mise en demeure de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté</b>, les dispositions prévues à l'article 9.2.3.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 90-2022-04-05-00003 du 05 avril 2022 en procédant au nivellement des piézomètres Pz4 et Pz5 ;</li> </ul>

## Constats :

Par courriel en date du 13/01/2025, l'exploitant a transmis le rapport 24CMR047 - Note - A - 1224 - V1 émis par Suez Consulting concernant le "nivellement et sens d'écoulement de la nappe à Delle (90)".

Les piézomètres PzA, PzB et Pzc ont fait l'objet d'un nivellement.

Ce point de la mise en demeure du 20/02/2025 peut être levé.

Le rapport atteste que :

*"Les relevés des niveaux d'eau dans chacun des piézomètres ont permis d'établir une carte piézométrique, avec des eaux comprises entre 367,97 et 377,76 m NGF qui s'écoulent du nord vers le sud en direction de PZB, et un gradient de 14% environ. Ce sens d'écoulement montre :*

- PZA mesure la qualité en amont latéral ;*
- PZB (=Pz4) mesure la qualité en aval ;*
- PZC (=Pz5) mesure la qualité latérale de la nappe.*

*Le sens d'écoulement déduit des mesures du 29/11/2024 montre qu'il n'y aurait pas de piézomètre amont.*

*SUEZ CONSULTING a également donné un avis et des préconisations concernant le système d'étanchéité de surface des trois piézomètres. Il est recommandé de*

- remplacer le capot de PZA, qui ne fermait plus, par un capot permettant une fermeture étanche et évitant toute intrusion dans le piézomètre ;*
- remplacer les deux vannes ras-de-sol de PZB et PZC, qui ne sont pas suffisamment étanches, pouvant laisser pénétrer les eaux de surface.*

*Il est possible que les niveaux mesurés le 29 novembre 2024 soient impactés par les problèmes d'étanchéité observés sur les 3 ouvrages. Il est également possible que PZC de part sa profondeur plus faible capte une formation superficielle ? Il serait intéressant de contrôler l'équipement technique (partie captante) des ouvrages pour déterminer s'ils captent tous la même nappe. En effet, il était attendu qu'il soit parallèle au terrain naturel et vers le cours d'eau, l'Allaine, situé à l'Ouest. Ce qui est également confirmé par la carte piézométrique de la région, Il serait finalement Nord - Sud. Ce sont des mesures ponctuelles qui montrent l'état de la nappe à un instant T. Pour valider ce sens d'écoulement nous conseillons dans un premier temps de reprendre l'étanchéité des têtes des piézomètres, réaliser une inspection vidéo pour contrôler la coupe technique, dont la partie captante, et de réaliser un suivi des niveaux d'eau sur à minima 6 mois grâce à une sonde enregistreuse."*

Interrogé à ce sujet, l'exploitant indique que rien n'a pour l'instant été défini concernant les suites données à ce rapport.

A noter que l'article 9.2.3.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05/04/2022 prescrit que si le nivellement de ces piézomètres faisait apparaître un sens d'écoulement différent de celui reconnu (sens Sud-Sud-est - Nord-nord Ouest), une nouvelle étude permettant de déterminer la position optimale de ces piézomètres de contrôle devra être réalisée afin d'assurer la surveillance imposée par l'article.

## Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de reprendre l'étanchéité des têtes des piézomètres et de réaliser les études et analyses nécessaires afin de répondre à la prescription de l'article 9.2.3.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05/04/2022 et de certifier le sens d'écoulement de la nappe souterraine dans un délai de 3 mois.

**Type de suites proposées :** Sans suite



